

**Nations unies - Sahel - Syrie -
Remarques à la presse de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères**
(New York, 30 octobre 2017)

Je viens de présider la séance du conseil de sécurité. La fin de la présidence française, qui s'est déroulée au mois d'octobre, a été essentiellement consacrée à la montée en puissance de la force conjointe du G5 Sahel.

Je vous rappelle les étapes de cette histoire, dont c'était aujourd'hui la sixième étape.

Il y a d'abord eu au mois de juin 2017, l'adoption de la résolution 2359 qui a approuvé la force conjointe et son concept d'opération. C'était la première étape.

Il y a eu une deuxième étape, c'était le sommet de Bamako des chefs d'État des pays du G5, en présence du président français. C'est à ce moment que la France a apporté son soutien bilatéral au G5 et c'est à ce moment aussi que l'Union européenne s'est mobilisée pour un financement significatif.

Puis le 19 septembre, lors de l'Assemblée générale des Nations unies, les chefs d'État du Sahel se sont retrouvés ici, auprès du Secrétaire général, pour activer le processus.

L'étape suivante a été le rapport du Secrétaire général, le 16 octobre dernier, dont il a été fait état, tout à l'heure, et qui a apporté des options très constructives d'appui multilatéral.

Et puis, le conseil de sécurité s'est rendu sur place.

Maintenant, nous avons eu ce matin cette réunion du conseil de sécurité. Elle anticipe une dernière étape : la réunion de conférence de soutien à la planification qui se tiendra à Bruxelles, le 14 décembre prochain.

La réunion que j'ai présidée était dans ce scénario, elle a été très positive, elle a rappelé que le terrorisme au Sahel présentait une menace à la paix et à la sécurité, non seulement pour la région, mais aussi au niveau international.

Et surtout, cette réunion a permis de consolider la vision des membres du conseil de sécurité et cela permet une réaction claire, forte, et coordonnée.

La force conjointe du G5 Sahel dispose d'un mandat clair : lutter contre les groupes terroristes et les trafics dans le Sahel. Elle agit avec l'accord des pays hôtes, avec l'accord de l'Union africaine, et avec le soutien du conseil de sécurité par la résolution 2359.

Désormais la Force conjointe est une réalité opérationnelle puisque, depuis aujourd'hui, la première opération transfrontalière a lieu, l'opération Haw-Bi. Elle sera menée jusqu'à son terme avant d'anticiper d'autres actions. J'ai constaté avec beaucoup d'intérêt le soutien unanime au G5 Sahel et à la Force conjointe de l'ensemble des intervenants ce matin au G5 Sahel.

Avec deux préoccupations partagées :

- la première, c'est la question du soutien que peut apporter la communauté internationale à travers des financements. La conférence internationale de soutien à la planification aura lieu le 14 décembre à Bruxelles. Mais à cet égard je voudrais saluer l'annonce américaine qui vient d'être faite d'une aide de 60 millions de dollars. ;

- puis nous avons évoqué aussi la manière dont la communauté internationale peut apporter son soutien, par le biais des Nations unies, notamment d'un point de vue logistique, pour la mise en oeuvre des propositions faites par le Secrétaire général.

L'ensemble de ces discussions va maintenant se traduire par des engagements sous la forme d'une nouvelle résolution, qui précisera les articulations entre la MINUSMA et la force conjointe d'une part et, d'autre part, avec la préparation de cette conférence de soutien à la planification qui se tiendra le 14 décembre prochain, à Bruxelles.

D'ici là la France demeurera pleinement engagée dans cette perspective et contribuera par ailleurs à l'avancée de l'Alliance pour le Sahel, qui a été annoncée par la chancelière Merkel et le président Macron. Cette initiative est destinée à renforcer la coordination des actions des différents bailleurs sur le terrain pour développer la stabilisation et le développement de ces pays, et faire en sorte que, parallèlement au soutien à la force conjointe, le soutien au développement puisse être mené de manière aussi rapide qu'efficace.

Merci de votre attention.

Q - Monsieur le Ministre, les Américains ont fait une annonce d'une aide de 60 millions de dollars et en même temps ils vous ont opposé une fin de non-recevoir assez ferme sur un soutien dans le cadre onusien. Quelle est votre réaction et comment expliquez-vous ces réticences à passer dans le cadre ONU ?

R - Je me réjouis de l'intervention de soutien américain. J'avais eu l'occasion de converser avec les plus hautes autorités, en particulier le Secrétaire d'État Tillerson sur ce sujet il y a quelques

temps. Cela sera, je pense, réaffirmé lors la réunion du Bruxelles, à laquelle les Américains seront présents. Et sur le soutien logistique de la MINUSMA à la force conjointe, il faut maintenant envisager comment les recommandations du Secrétaire général vont se mettre en oeuvre. Il y a différentes manières de le faire. Ce qui serait dommage est qu'il y ait deux chaînes de soutien logistique pour des forces parallèles. Donc je pense que ce raisonnement-là devrait pouvoir finir par l'emporter.

Q - Thank you Mr Minister. It's Pamela Falk from CBS News. I am following up on the question that Le Monde just presented to you: are you disappointed at the US, needless to say it's money, but it's pending congressional approval, and it is defiantly or at least distinctively not multilateral. What is your message to the United States ? And why this needs to be a multilateral force ?

R - La force du G5 Sahel est conjointe de par sa propre définition donc elle est multilatérale. Je pense simplement que la reconnaissance américaine de l'utilité, de l'enjeu de la force est tout à fait essentielle. C'est sans doute une nouveauté importante de cette journée. Le fait que l'on doive rechercher la meilleure efficacité pour combattre le terrorisme me paraît aller de soi et donc je pense que les semaines qui viennent nous permettront d'affiner l'articulation entre la MINUSMA et la force conjointe qui est, par sa nature même, une force multilatérale.

Q - James Bays from Al Jazeera. On Syria, we have heard that the Special Envoy, Mr. de Mistura, is hoping to bring the parties back to Geneva. We have seen many rounds of Geneva talks but they got nowhere at all. How do you see the prospects for peace now ?

R - Il faut éviter de perdre la paix, maintenant que nous sommes en train de gagner la guerre. Et donc il importe d'avoir le meilleur forum de discussions possible pour un scénario de transition politique, dont on voit bien qu'il est maintenant indispensable et nécessaire, et qui intègre à la fois un processus électoral, une nouvelle constitution, et des perspectives de reconstruction. Il faut donc évaluer, avec M. de Mistura, les autres acteurs, quel est le meilleur forum de discussion. Nous ne pensons pas que ce soit celui d'Astana, ce n'est pas son objet. Nous constatons que celui de Genève est enrayé donc il est de la responsabilité, singulièrement des 5 membres permanents du conseil de sécurité de faire des propositions à cet égard, et la France sera au rendez-vous pour cela./.